



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

Horizon

Lettre d'information
économique

ASEAN

Une publication du SER de Singapour, avec les contributions des
Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur,
Manille, Phnom Penh, Séoul et du SER de Tokyo.

Le Japon et la Corée du Sud dans l'ASEAN

Entre coopération, concurrence et influence régionale

Ces dernières années, l'influence économique de l'Asie du Nord-Est s'est considérablement renforcée au sein de l'ASEAN, avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud établissant successivement des partenariats stratégiques globaux en 2021, 2023 puis 2024. Ces partenariats reflètent une volonté accrue de ces pays de sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement et de renforcer leur présence économique dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. La Chine, 1^{er} partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009, devance le Japon et la Corée, qui occupent respectivement les 4^e et 5^e places derrière l'UE et les États-Unis. Toutefois, le Japon et la Corée conservent un positionnement stratégique dans des secteurs clés, tels que les infrastructures et les hautes technologies, particulièrement en Thaïlande et au Vietnam. Le Japon domine l'industrie automobile thaïlandaise, entre autres, tandis que la Corée, portée notamment par l'entreprise Samsung, joue un rôle clé dans le secteur électronique vietnamien. Ces pays abritent par ailleurs l'une des plus grandes diasporas coréennes et japonaises.

Sur le plan des investissements directs étrangers (IDE), le Japon se positionne comme le 2^e plus grand investisseur après les États-Unis, tandis que la Chine et la Corée, respectivement 4^e et 5^e, gagnent du terrain grâce à des initiatives telles que la Belt and Road Initiative (2013) et la New Southern Policy (2017) - devenue la Korea-ASEAN Solidarity Initiative en 2022. Ces stratégies, bien que différentes dans leur approche - infrastructurelle pour la Chine, numérique et technologique pour la Corée - illustrent la volonté de ces nations d'accroître leur ancrage dans la région. Le Japon, bénéficiant d'une présence historique et du statut de 1^e pourvoyeur d'APD dans la région, s'appuie sur des doctrines diplomatiques telles que celle de Fukuda (1977), axée sur le pacifisme, la confiance et le soutien économique. Plus récemment, le Japon et la Corée ont également lancé des stratégies indopacifiques visant à protéger leurs intérêts dans une région au milieu des grandes puissances.

Bien que le Japon soit confronté à un déclin relatif sur le plan commercial, son influence reste notable, notamment dans le secteur des infrastructures. Cependant, la concurrence avec la Chine est de plus en plus marquée, comme en témoigne le projet de TGV Bandung-Jakarta en Indonésie. Ce contrat, remporté en 2015 par un consortium chinois (CRC) au détriment d'un consortium japonais (avec JICA pour financeur), illustre la domination de la Chine dans le développement des infrastructures en Asie du Sud-Est. Cette dynamique incite le Japon et la Corée à intensifier leur politique de soft power, notamment via le tourisme - les Coréens étant d'ailleurs la 2^e source de touristes de l'ASEAN après les Chinois. Le développement d'échanges culturels, éducatifs et technologiques vient également soutenir cette tendance.

Enfin, selon une enquête du think-tank ISEAS menée auprès de personnes influentes dans la région en 2024, si la Chine est perçue comme la 1^{ère} puissance économique dans la région, le Japon est, lui, considéré comme le partenaire le plus fiable, suivi des États-Unis, de l'UE et de la Corée. Cette perception témoigne de la capacité du Japon à inspirer confiance grâce à son image de stabilité et son respect des normes internationales, mais elle pourrait s'éroder face à l'avance technologique rapide de la Chine, notamment dans des secteurs tels que les véhicules électriques. Le Japon et la Corée devront intensifier leurs efforts d'innovation pour maintenir la pertinence de leur offre, un défi d'autant plus pressant que le vieillissement et le ralentissement structurel de leurs économies sur le plan interne pourraient limiter leurs capacités d'influence à l'étranger.

Rédacteurs :

Raphaël BADR et Matthys LAMBERT

Sommaire

I. Sur le plan financier et commercial : une présence ciblée mais des priorités géographiques et sectorielles distinctes	5
1. Des IDE japonais et coréens concentrés en Thaïlande et au Vietnam dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique.....	5
2. Un déclin structurel des parts de marché japonaises et une hausse modeste des parts coréennes, sur fond de montée en puissance chinoise.....	8
3. Des diasporas japonaise et coréenne proportionnelles à leur présence économique	11
 II. Sur le plan de l'aide publique au développement : un leadership japonais face à une montée en puissance coréenne.....	 14
1. Poids et nature de l'aide publique au développement (APD).....	14
2. Des initiatives régionales dans le développement des infrastructures	19
3. L'ASEAN au cœur des stratégies de coopération et d'influence du Japon et de la Corée	22
 III. Deux partenaires clés pour l'équilibre stratégique et économique au sein de l'ASEAN+3	 25
1. Un réseau d'accords assurant à la région une relation équilibrée avec l'Asie du Nord Est	25
2. Une perception favorable du Japon et de la Corée.....	27
3. Des perspectives positives de coopération dans certains secteurs de pointe mais une concurrence accrue de la Chine	28
 Notes de fin.....	 31

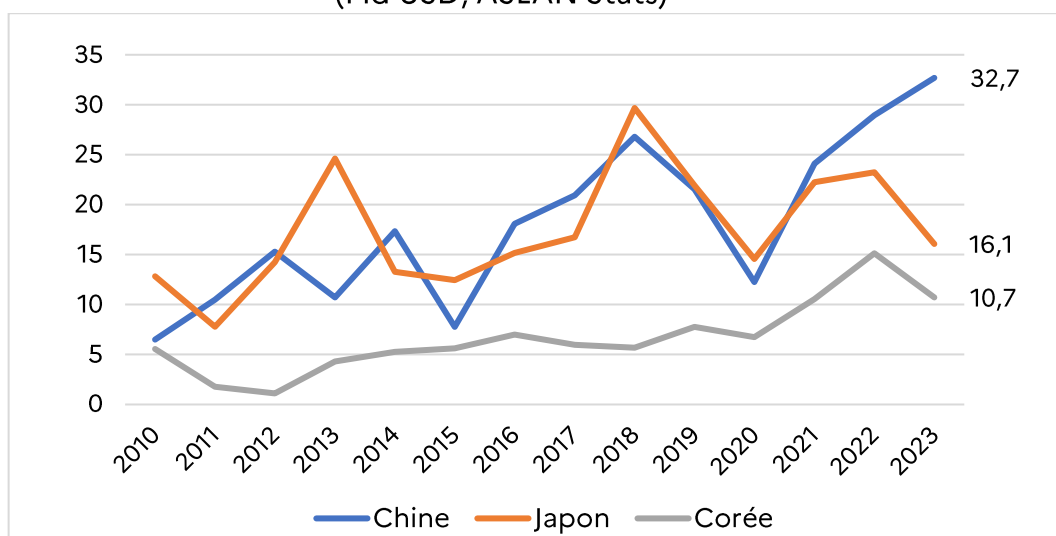
I. Sur le plan financier et commercial : une présence ciblée mais des priorités géographiques et sectorielles distinctes

1. Des IDE japonais et coréens concentrés en Thaïlande et au Vietnam dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique

En stock, le Japon est le 2^e investisseur étranger dans l'ASEAN en 2022, derrière les États-Unis, à près de 554 Md USD¹. La Corée du Sud (~56 Md USD) est, elle, 5^e derrière l'UE (~455 Md USD) et la Chine (~143 Md USD).² La volonté d'expansion des entreprises japonaises à l'étranger est ancienne mais s'est accélérée à la fin des années 2000 en raison d'un marché intérieur vieillissant et de l'attractivité croissante des marchés chinois et sud-est asiatiques. En 2023, les actifs extérieurs japonais avaient atteint un niveau record (plus de 4 000 Md USD), en hausse pour la 6^e année consécutive, consolidant la place du Japon comme 1^{er} créancier à l'échelle mondiale.³ À ce jour, on estime entre 15 000 et 17 000 filiales, tant japonaises que coréennes dans l'ASEAN.⁴

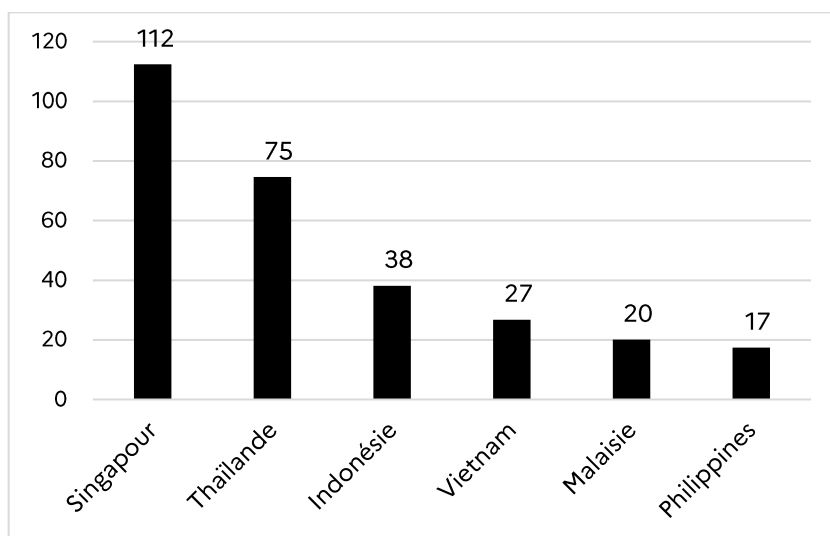
Du côté des flux, le Japon a régulièrement été le 1^{er} investisseur au cours de la décennie mais se place derrière la Chine (Hong Kong et Macao compris) depuis 2020. Selon les données d'ASEAN Stats (Graphique 1), les flux d'IDE chinois ont crû de 88 % sur les dix dernières années, contre une hausse plus modeste de 21 % pour les IDE japonais. Les investissements coréens, bien qu'en forte hausse, de 104 % sur la période, restent nettement inférieurs à ceux du Japon. Au total, les flux d'IDE chinois ont triplé depuis 2013, année du lancement de la Belt and Road Initiative (BRI), atteignant près de 33 Md USD en 2023.

Graphique 1 – Flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'ASEAN
(Md USD, ASEAN Stats)

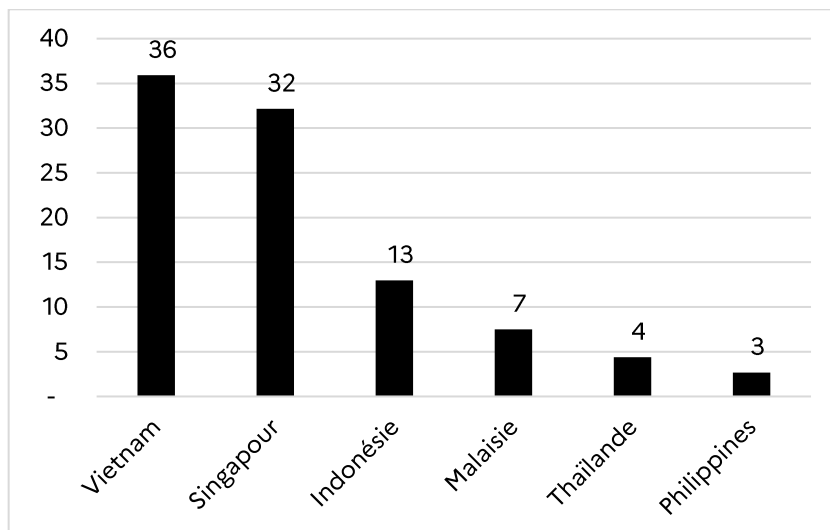


Par pays, le stock d'IDE japonais est concentré à Singapour (38 %, Graphique 2) et en Thaïlande (25 %), cette dernière bénéficiant d'une présence historique dans le secteur automobile. De son côté, le stock d'IDE coréens se répartit majoritairement entre le Vietnam (35 %, Graphique 3) et Singapour (31 %), reflétant une implantation vietnamienne historique dans l'électronique via Samsung depuis la fin des années 2000. À Singapour, selon les données japonaises (agence JETRO), l'essentiel des investissements (près de 75 %) est capté par le secteur des services, notamment financiers, un résultat s'expliquant par le rôle de hub financier joué par la cité-État dans la région. L'augmentation du coût de la vie pourrait néanmoins pousser certaines entreprises à délocaliser les activités devenues coûteuses à l'avenir : selon le JETRO⁵, 31 % des filiales avaient partiellement relocalisé leurs fonctions dans un autre pays ou envisageaient de le faire en mars 2024, contre 7,4 % en 2019. C'est par exemple le cas de Nissin Foods, qui a déplacé son siège en Thaïlande en 2020. Ce mouvement pourrait s'amplifier suite à la signature le 7 janvier 2025 de l'accord créant la zone économique spéciale Johor-Singapour.

Graphique 2 – Stock d'IDE japonais dans l'ASEAN (2023, Md USD, JETRO)



Graphique 3 – Stock d'IDE coréen dans l'ASEAN (2023, Md USD, OCDE)



Une tendance relevée par les autorités japonaises (JETRO) est une transition des IDE du secteur manufacturier vers des IDE dans les secteurs non manufacturiers. Les grandes économies de l'ASEAN évoluent en effet progressivement d'un modèle basé sur la production manufacturière vers des modèles davantage orientés vers la consommation et l'innovation. C'est un changement de paradigme car les entreprises japonaises utilisaient historiquement l'ASEAN comme base de production et de réexportation vers les pays développés (Europe, États-Unis)⁶. Toutefois, bien que cette évolution ait été soulignée par les autorités japonaises, elle reste à nuancer selon les pays : l'investissement industriel demeure prépondérant en Indonésie, plus équilibré avec les services en Thaïlande, et largement dominé par les services à Singapour.

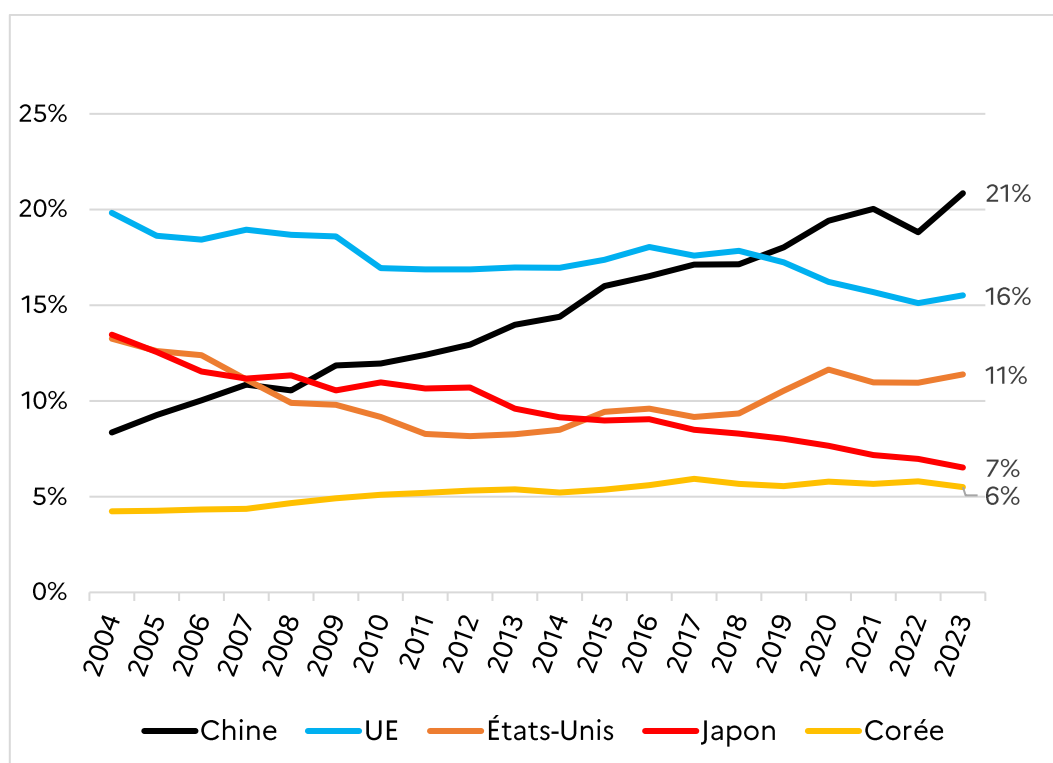
Depuis deux ans, plusieurs IDE significatifs d'entreprises japonaises et coréennes ont été enregistrés, notamment dans les secteurs de l'électronique et des batteries pour véhicules électriques. Samsung a par exemple investi jusqu'à 1,8 Md USD au Vietnam en 2024, et ses IDE totaux dans le pays atteignaient plus de 22 Md USD en 2023⁷. Hana Micron y a également ouvert une usine de semi-conducteurs à Bac Giang, avec un investissement initial de 600 M USD⁸, visant 1,6 Md USD d'ici 2025 tandis qu'Amkor Technology a lancé une usine d'un coût de 1,6 Md USD⁹. Dans le secteur des batteries pour véhicules électriques, LG et Hyundai ont annoncé en 2022 un investissement en partenariat avec le consortium public indonésien IBC (Indonesia Battery Corporation), de 1 Md USD pour sa première phase. Cet investissement, qui pourrait comporter une 2^{ème} tranche pour 2 Md USD supplémentaires, s'inscrit dans le cadre d'une annonce d'engagement de LG dans le pays (jusqu'à 9,8 Md USD d'investissements)¹⁰. À Singapour, l'activité de fusions-acquisitions est dynamique, avec le rachat de Singlife par Sumitomo Life pour 4,6 Md USD en 2023¹¹. Enfin, la région confirme son rôle de hub innovant, avec la création de centres de R&D par Hyundai et Kajima à Singapour, ainsi qu'un autre de 40 000 m² de LG en Indonésie pour les écrans.¹²

À moyen et long terme, néanmoins, l'enquête annuelle de perceptions de JETRO, publiée fin 2024¹³, met en lumière un intérêt croissant pour l'Inde plus que pour l'Asie du Sud-Est. Menée auprès de plus de 7 000 filiales japonaises à l'étranger, elle révèle que moins de la moitié envisagent d'étendre leurs activités hors du Japon, un ratio stable depuis la pandémie. L'Inde se démarque avec 80 % des entreprises prêtes à y accroître leurs investissements, contre seulement 22 % en Chine (-6 points par rapport à 2023) et 34 % en Thaïlande (-8 points, un niveau proche des plus bas depuis 2020), où la baisse des ventes locales et la concurrence chinoise sont les principaux freins. Néanmoins, le Vietnam, l'Indonésie et Singapour restent des destinations de choix, se classant respectivement les 5^e, 13^e et 15^e rangs pour l'expansion à l'international.

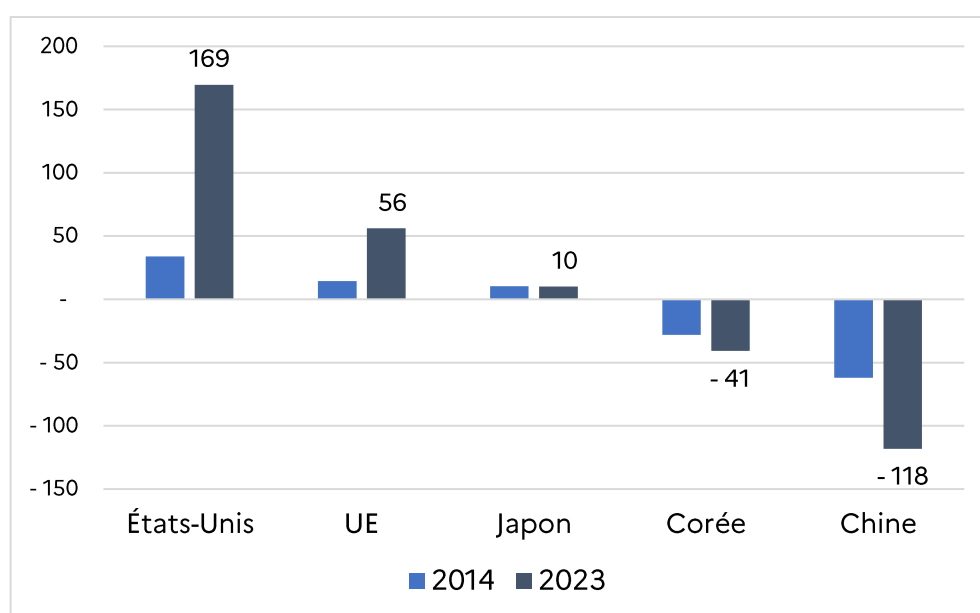
2. Un déclin structurel des parts de marché japonaises et une hausse modeste des parts coréennes, sur fond de montée en puissance chinoise

Le commerce bilatéral de biens du Japon et de la Corée avec l'ASEAN révèle des poids proches dans le commerce extérieur de la région, à respectivement 7 % et 6 % en 2023 (Graphique 4).¹⁴ Cependant, ces parts ont évolué différemment au fil des décennies. Pour le Japon, la part a connu un déclin continu depuis 2004, où elle s'élevait à 13 %, tandis que la Corée a enregistré une progression, passant de 4 % à 6 %. Parallèlement, le poids de la Chine dans le commerce avec l'ASEAN a plus que doublé, passant de 9 % à 21 % entre 2004 et 2023. En 2023, le Japon et la Corée occupaient respectivement les 4^e et 5^e places parmi les partenaires de l'ASEAN, derrière la Chine, mais également derrière l'UE (16 %) et les États-Unis (11 %).¹⁵ En termes de solde commercial, l'ASEAN affiche un déficit marqué vis-à-vis de la Chine (-118 Md USD) et de la Corée (-41 Md USD), tandis qu'elle enregistre un excédent modeste (+10 Md USD) avec le Japon. La stabilité des échanges avec le Japon sur la décennie contraste avec le doublement du déficit avec la Chine (cf. Graphique 5), illustrant une dépendance croissante aux importations chinoises et le rôle renforcé de l'ASEAN en tant que nouvel atelier du monde.

Graphique 4 – Commerce total de biens de l'ASEAN
(Parts de marché en %, TradeMaps)



Graphique 5 – Solde commercial de l'ASEAN sur les biens
(Md USD, TradeMaps)



Les exportations japonaises reflètent une économie tournée vers les produits à haute valeur ajoutée et les biens intermédiaires utilisés dans les chaînes de valeur industrielles régionales. Les principaux produits exportés en 2023, selon le site TradeMaps et les douanes japonaises, incluent les machines et équipements électriques (19 % du total, comprenant notamment circuits intégrés et semi-conducteurs), suivis des machines et biens d'équipement (15 %), des véhicules (11 %, y compris les pièces détachées) et des produits sidérurgiques (9 %). À l'importation, le Japon dépend fortement des biens intermédiaires, des produits énergétiques et des textiles. Les machines et matériels électriques représentaient 21 % du total des importations, suivis par les combustibles minéraux (15 %). L'ASEAN joue également un rôle clé dans l'approvisionnement du Japon en matières premières, telles que l'énergie et le bois. La similarité entre les structures des échanges à l'export et à l'import reflète une interdépendance commerciale croissante. Le principal client du Japon dans la région est la Thaïlande (28 % des échanges, 6^e client mondial), où les flux concernent principalement des biens intermédiaires et des véhicules. Le Vietnam, quant à lui, est le principal fournisseur (21 %, 8^e fournisseur mondial), notamment en produits électroniques et textiles.

Les exportations coréennes sont plus concentrées que celles du Japon, avec la domination du secteur électronique, qui pèse 41 % du total, incluant circuits intégrés et écrans (TradeMaps). Après l'électronique, les combustibles minéraux (14 %), les machines (8 %) et les navires (4 %) constituent les principaux produits exportés. À l'importation, la Corée, comme le Japon, dépend des ressources naturelles et des produits semi-finis pour son industrie. Les machines et équipements électriques représentent 28 % des importations, avant les combustibles minéraux (19 %), les machines (12 %) et les vêtements (4 %). Le Vietnam est à la fois le principal client (49 % des échanges, 3^e client mondial) et le principal fournisseur (un tiers des échanges, 6^e fournisseur mondial) de la Corée, avec une spécialisation dans l'électronique et les biens d'équipement.

Le Japon et la Corée contribuent ainsi à l'intégration de l'ASEAN dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), en se positionnant comme des fournisseurs stratégiques de biens intermédiaires dans les secteurs technologiques et industriels. Selon une étude de l'institut singapourien ISEAS en 2023, le Japon est impliqué dans environ 11 % des secteurs clés en amont des CVM de l'ASEAN et 9 % en aval¹⁶. La Corée, bien que souvent perçue comme un acteur plus modeste, se distingue par sa spécialisation dans des secteurs de pointe comme les écrans, les batteries et les semi-conducteurs, où ses entreprises dominant ou partagent le marché. Dans un contexte de tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et la Chine, la présence économique nippo-coréenne en Asie du Sud-Est pourrait donc contribuer à la résilience des chaînes de valeur industrielles régionales.

Dans le secteur des services, le tourisme constitue une source non négligeable de revenus pour l'ASEAN ainsi que pour ses partenaires japonais et coréens. En 2023, selon ASEAN Stats, les Coréens représentaient la 2^e source de touristes, hors ASEAN, pour la région, après les Chinois, avec 8,4 millions de visiteurs. Ce chiffre a presque quadruplé en vingt ans. En revanche, les touristes japonais, qui se classaient au 6^e rang des visiteurs étrangers (2,7 millions), voient leur nombre baisser structurellement, avec un recul de plus de 20 % depuis 2004. Dans le sens inverse, les touristes de l'ASEAN, considérés comme un bloc, occupaient la 5^e place parmi les visiteurs étrangers au Japon (près de 3,8 millions en 2023, avec la Thaïlande en tête) et la sixième en Corée du Sud (environ 2,3 millions, avec le Vietnam en tête). Pour les autres services, selon les données de l'OMC, le Japon et la Corée enregistrent un net déficit vis-à-vis de Singapour dans les services financiers, la cité-État se positionnant comme leur 4^e partenaire commercial dans ce domaine, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et Hong-Kong (Corée) ou les îles Caïmans (Japon).¹⁷

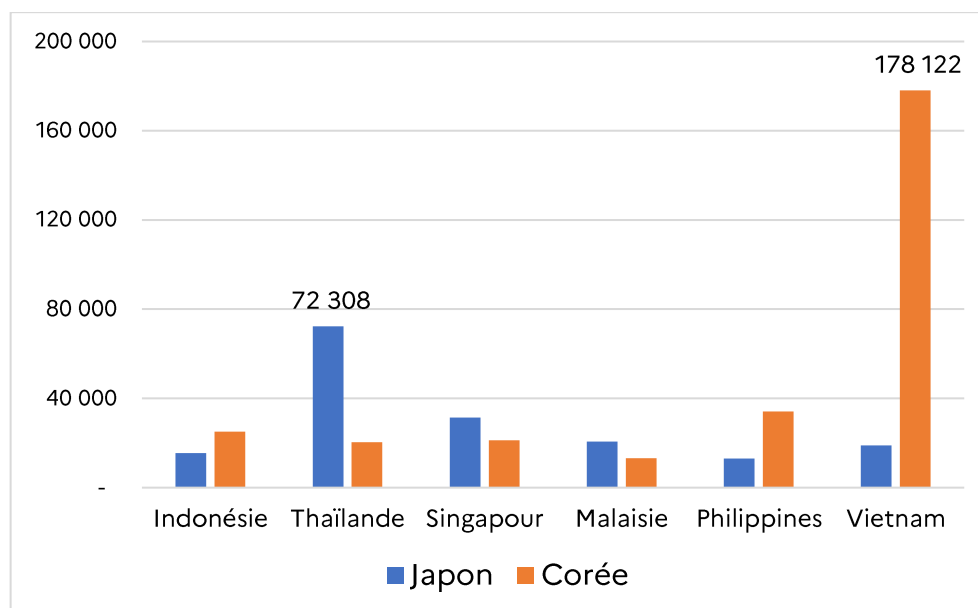
3. Des diasporas japonaise et coréenne proportionnelles à leur présence économique

La taille de la diaspora constitue également un indicateur pertinent de la profondeur des relations économiques et humaines (soft-power compris) entre les puissances d'Asie du Nord-Est et l'ASEAN :

Parmi les 1,3 million de Japonais vivant à l'étranger — dont 40 % vivent soit aux États-Unis, soit en Chine —, le ministère des Affaires étrangères japonais¹⁸ rapporte que plus de 15 % résident en Asie du Sud-Est. La Thaïlande accueille même la cinquième plus grande population d'expatriés japonais au monde, avec plus de 70 000 personnes (cf. Graphique 6). Elle est suivie par Singapour (~30 000), la Malaisie (~21 000), le Vietnam (~19 000), l'Indonésie (~15 000) et les Philippines (~13 000). Toutefois, seuls 3 % des Japonais en Thaïlande sont des résidents permanents, indiquant une présence majoritairement temporaire à des fins professionnelles ou académiques, une situation qui contraste avec l'Australie, où 63 % des Japonais sont des résidents permanents, faisant de ce pays la 3^e destination mondiale pour les expatriés japonais. De manière plus large, la diaspora japonaise reflète la présence économique des entreprises nippones, la Thaïlande abritant près de 6 000 entreprises japonaises (à l'instar de Toyota et Honda)¹⁹.

Selon l'Overseas Koreans Agency, la diaspora coréenne s'élève à plus de 7,1 millions de personnes²⁰, soit proportionnellement une part plus importante que celle du Japon. Environ 4 % de cette population résiderait en Asie du Sud-Est. À l'instar du Japon, la diaspora coréenne est en diminution, avec une baisse de 3,3 % depuis 2020 et près des deux tiers des Coréens vivant à l'étranger résident aux États-Unis ou en Chine. Dans l'ASEAN, les Coréens sont principalement établis au Vietnam (~180 000 personnes), suivi des Philippines (~34 000), de l'Indonésie (~25 000), de Singapour (~21 000), de la Thaïlande (~20 000), de la Malaisie (~13 000) et du Cambodge (~8 000). Près de 60 % de la diaspora coréenne dans l'ASEAN est concentrée au Vietnam, une dynamique qui s'explique par l'implantation de la première usine Samsung en 2009 et par la présence de plus de 8 000 entreprises coréennes. Cette diaspora constitue un vecteur important de soft power, en témoignent la création de deux « Korea Town » à Hô Chi Minh-Ville et l'intensification des relations sociales entre les deux pays, avec près de 80 000 familles vietnamo-coréennes, selon les chiffres officiels²¹.

Graphique 6 – Diasporas japonaise et coréenne (MoFA/OKA)



Si les diasporas japonaise et coréenne constituent un atout économique et culturel majeur pour l'ASEAN, il convient de les distinguer de la diaspora chinoise, qui est historiquement présente et structurellement différente. Dans certains pays comme Singapour, les populations d'origine chinoise représentent une part significative de la société, constituant environ trois quarts de la population totale en 2020. Contrairement aux diasporas japonaise et coréenne, largement liées aux investissements récents et aux opportunités économiques, la présence chinoise repose sur des liens historiques et une intégration profonde dans les sociétés locales. Cela rend toute comparaison chiffrée difficile, car elle ne reflète pas pleinement les différences structurelles entre ces groupes. Une étude de 2010 estimait le groupe chinois à environ 1,3 million de personnes dans l'ASEAN, soit l'équivalent de la population japonaise totale à l'étranger.²²

Présence de Samsung au Vietnam

Une présence historique

Implanté depuis 1996, le groupe Samsung y a depuis délocalisé près d'un tiers de sa production²³, se préservant ainsi des pénuries de main d'œuvre sur les lignes d'assemblage électronique que rencontrent depuis près d'une dizaine d'années ses filiales dans certains parcs industriels chinois.

Samsung, qui emploie plus de 170 000 personnes, représente le 1^{er} employeur à l'échelle nationale et près d'un quart des exports du pays, conférant au Vietnam le statut de 2^e exportateur mondial de téléphones derrière la Chine²⁴. Les exportations de smartphones et de composants électroniques dépassent désormais en valeur celles des industries pétrolière et textile.

Le géant s'est ainsi bâti une position dominante, assurée à coup d'IDE massifs pour établir divers centres industriels, comme ceux de Bac Ninh et Thai Nguyen, où l'entreprise forme le plus souvent ses propres ouvriers, lui assurant ainsi la disponibilité d'une main d'œuvre bon marché²⁵.

22 Md USD d'investissements cumulés

L'investissement cumulé de Samsung au Vietnam s'élevait fin septembre 2024 à 22,4 Md USD, avec six usines de fabrication et un centre de recherche et développement (R&D) à Hanoi²⁶. Ce centre de R&D emploie 2 400 ingénieurs, travaillant notamment au développement des fonctionnalités d'IA pour la nouvelle série Galaxy S24²⁷. En collaboration avec le National Innovation Center (NIC), le groupe s'est également engagé à former 50 000 ingénieurs d'ici à 2030, pour promouvoir le développement d'une industrie locale des semi-conducteurs²⁸. En se positionnant non seulement sur la fabrication et l'assemblage, mais aussi sur la formation, Samsung contribue ainsi aux ambitions du pays de monter en gamme dans les CVM avec des produits à plus forte valeur ajoutée, tout en devenant un pôle de R&D technologique.

Samsung s'apprête à investir 1,8 Md USD supplémentaires dans la construction d'une usine destinée à produire des écrans à diodes électroluminescentes organiques (OLED). L'installation sera située dans le parc industriel de Yen Phong, dans la province de Bac Ninh, à l'est de Hanoi et à proximité d'une usine Samsung Electronics déjà existante²⁹. Cette nouvelle opération porte l'investissement total de Samsung à Bac Ninh de 6,5 à 8,3 Md USD.

Un contexte fiscal avantageux

La firme a bénéficié dès son implantation au Vietnam de conditions fiscales avantageuses, notamment pour ses unités dans les provinces de Bac Ninh et Thai Nguyen : impôt sur le revenu des sociétés à un taux fixé à 10 % pour trente ans (contre un taux de droit commun de 20 %) ; exemption totale sur les quatre premières années d'opération et réduction de 50 % sur les neuf suivantes³⁰. Samsung a aussi profité de nombreux autres bénéfices, de l'attribution de terrains stratégiques à la location d'infrastructures. Par ailleurs, le groupe a attiré avec lui 92 fournisseurs coréens dans la seule province de Thai Nguyen entre 2013 et 2020, dont il contribuait au budget à hauteur de 32 % en 2020, et ce, après réductions fiscales³¹. Ces avantages fiscaux sont cependant remis en cause par l'application de l'impôt minimal mondial de 15 % sur les sociétés.

Un pilier de la relation économique bilatérale

Cette relation symbiotique assoit la présence de Samsung au Vietnam et contribue par là même au renforcement des relations bilatérales. Samsung est devenu un point d'ancrage et un outil de facilitation dans certaines négociations, à l'instar du Korea-Vietnam FTA, signé en 2015 entre les deux parties. Ce FTA avait abouti à la suppression de 11 679 lignes tarifaires coréennes vis-à-vis du Vietnam et à 8 521 lignes tarifaires vietnamiennes à l'encontre de la Corée du Sud³². Le Vietnam et la Corée du Sud ont par ailleurs réhaussé en 2023 le statut de leur relation bilatérale au rang de « partenariat stratégique global ».

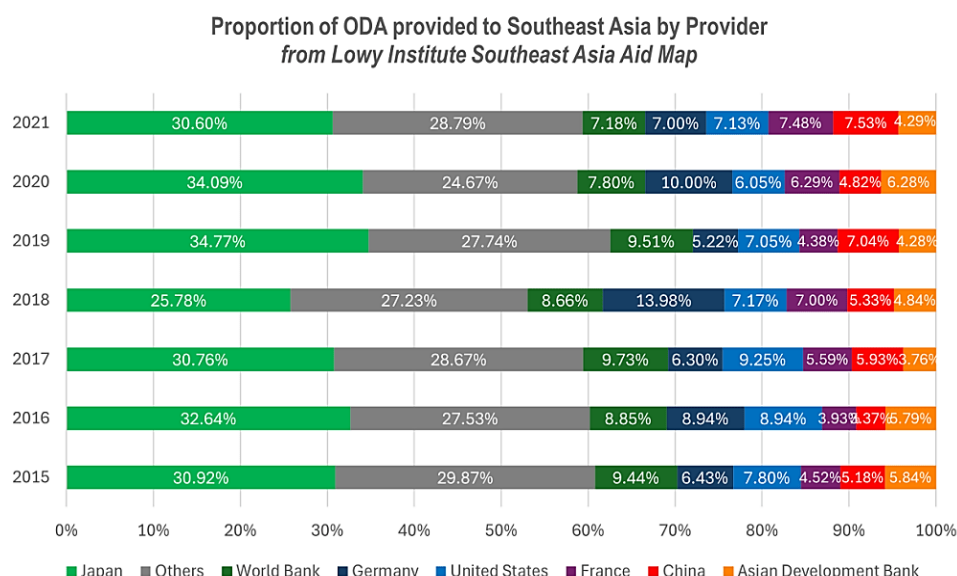
II. Sur le plan de l'aide publique au développement : un leadership japonais face à une montée en puissance coréenne

1. Poids et nature de l'aide publique au développement (APD)

Si le Japon s'impose comme un acteur incontournable du secteur depuis 1954³³, ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard, une fois son propre développement assuré, que la Corée du Sud commence à fournir de l'APD. Le Japon rejoint le Groupe d'Aide au Développement (GAD) dès sa fondation en 1960³⁴, avant que l'organisation ne devienne le Comité d'Aide au Développement (CAD) l'année suivante³⁵. La Corée du Sud, quant à elle, ne fournit de l'APD qu'à partir de la création de son Fonds de Coopération et de Développement Economique en 1987 (EDCF), suivi de son agence de développement la KOICA en 1991³⁶. Considérée comme un « miracle » économique³⁷, la crédibilité de son modèle d'APD repose d'ailleurs sur le partage de sa propre expérience de développement, en tant que premier pays anciennement récipiendaire d'APD à devenir membre donateur du CAD en 2010³⁸. Son volume d'aide croit ensuite considérablement, de 75,9 % entre 2015 et 2023, dans des proportions semblables à celles du Japon sur la même période (+73,5 %).

Alors que, selon l'OCDE, l'APD totale du Japon a atteint 19,6 Md USD en équivalent-don³⁹ en 2023 (-3,0 %)⁴⁰, l'APD totale de la Corée représentait près d'un sixième de celle du Japon à 3,2 Md USD (+11,6 %)⁴¹. Ces montants représentent respectivement 0,44 % et 0,18 % du revenu national brut (RNB) du Japon et de la Corée du Sud, en-deçà de la cible de 0,70 % fixée par le CAD⁴². En 2023, 81,5 % de l'APD japonaise était bilatérale contre 18,5 % d'aide multilatérale, tandis que la Corée du Sud consacrait 73,6 % de son APD à des partenariats bilatéraux contre 26,4 % de multilatéral. Par ailleurs, l'APD japonaise cible, davantage que la Corée, les pays les moins avancés, à hauteur de 0,12 % pour le Japon contre 0,06 % pour la Corée en 2022. Si l'Inde constituait le premier récipiendaire d'aide bilatérale japonaise en 2022 (à près de 3,8 Md USD), il s'agissait de l'Ethiopie dans le cas de l'aide bilatérale coréenne (environ 138 M USD). À noter que pour le think-tank australien Lowy Institute, le Japon est le 1^{er} pourvoyeur d'APD dans l'ASEAN en 2021, devant la Banque mondiale et la Chine (cf. Graphique 7).⁴³

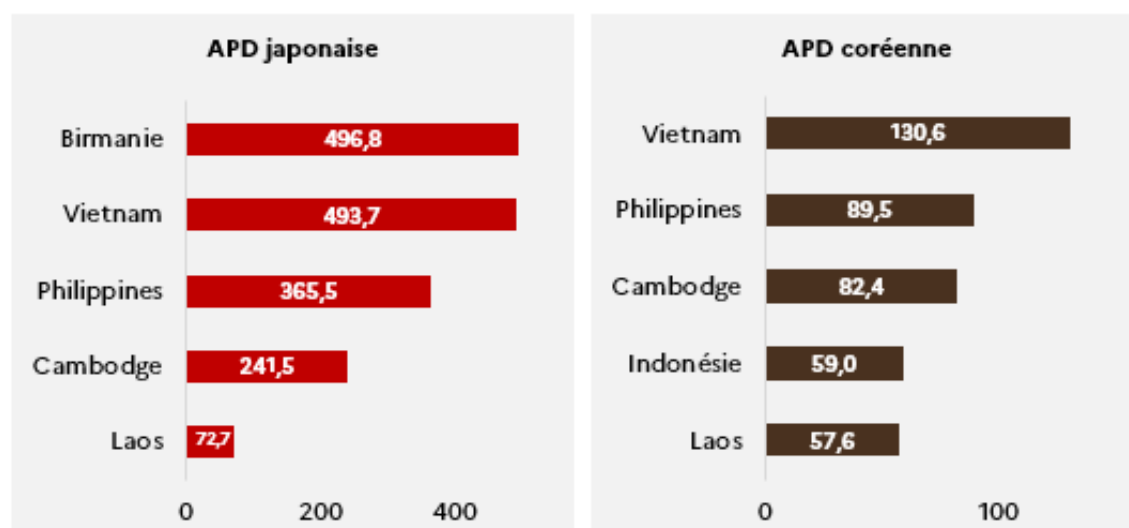
Graphique 7 – Premiers partenaires de développement de l’ASEAN (Lowy Institute, Fulcrum)



En moyenne sur la décennie, les principaux pays récipiendaires de l’aide bilatérale (dons et prêts) du Japon et de la Corée au sein de l’ASEAN sont relativement similaires, selon l’OCDE. Cependant, les flux japonais sont quatre à six fois plus importants. Ainsi, les flux coréens vers le Vietnam, 1^{er} pays récipiendaire, s’élèvent en moyenne à 131 M USD, soit près de quatre fois moins que ceux du Japon vers ce même pays (494 M USD, 2^e récipiendaire). Par ailleurs, il est intéressant de noter que pour le Japon, la Birmanie constitue la première destination de son APD, avec une moyenne de 497 M USD entre 2014 et 2023, devançant de peu le Vietnam. Face à cette situation, plusieurs ONG, telles que Mekong Watch, ont exprimé leurs préoccupations dans le contexte de la guerre civile, estimant que cette assistance financière pourrait, en fin de compte, bénéficier au régime militaire.⁴⁴ Hors cas birman, le Vietnam, les Philippines, le Cambodge et le Laos figurent, dans cet ordre, parmi les principaux bénéficiaires de l’APD (cf. Graphique 8).

Graphique 8 – Principaux récipiendaires d’APD japonaise et coréenne (dons et prêts)

Principaux récipiendaires d’APD japonaise et coréenne (dons et prêts) dans l’ASEAN
(moyenne 2014-2023, M USD, OCDE)



En 2023, 34 % de l'APD totale du Japon était liée, contre 33 % pour l'APD coréenne (source : OCDE⁴⁵), reflétant la volonté de Tokyo comme de Séoul de faire de l'aide au développement, encore aujourd'hui, un des leviers de croissance de leurs économies. En tant que pays de la catégorie « pays moins avancés », le Cambodge, le Laos et la Birmanie sont les seuls concernés par la Recommandation du CAD sur le déliement de l'APD, et sont donc censés bénéficier d'une aide déliée.

- **À l'initiative de Shinzo Abe, la « Charte de coopération et de développement » a été révisée en 2015, afin d'y introduire des références explicites aux intérêts économiques du Japon et à la nécessité du développement des partenariats avec le secteur privé japonais⁴⁶.** À cette charte s'ajoutent les « Conditions spéciales de partenariat économique » (STEP), introduites en 2002, qui encouragent l'utilisation et le transfert de technologies japonaises avancées et la participation de sociétés japonaises dans les projets à l'étranger (pouvant couvrir jusqu'à 100 % des projets). Dans les faits, même lorsqu'il s'agit d'APD déliée, une part importante de cette aide revient in fine à des entreprises japonaises⁴⁷.
- **Sous la présidence de Moon Jae-in, le « 2021–2025 Comprehensive Plan for International Cooperation » consacre l'approche « win-win » du modèle de développement coréen⁴⁸.** L'adhésion de la Corée du Sud au CAD en 2010 ne s'est pas immédiatement traduite par une application des consignes de l'institution sur le déliement de l'APD. Au contraire, le pays, qui prônait déjà les « bénéfices mutuels »⁴⁹ d'une telle coopération, tant en termes d'opportunité pour les entreprises nationales que pour l'accès aux ressources⁵⁰, est resté l'un des pays du CAD avec la part d'aide liée la plus importante. Dans son dernier rapport sur la Corée, le CAD note même qu'entre 2017 et 2021, 31 % des contrats pour des projets d'aide déliée avaient finalement été accordés à des entreprises coréennes⁵¹.

JICA : l'Agence japonaise de coopération internationale

La JICA, principale agence japonaise pour l'aide publique au développement (APD), joue un rôle central dans le développement de l'ASEAN depuis 1958. Son rôle s'est considérablement renforcé dans les années 1970, grâce à des prêts qui ont largement contribué à la réalisation d'infrastructures stratégiques, notamment des routes, des aéroports, des voies ferrées ou des centrales électriques.

Développement humain et institutionnel

Dans les années 1980, la JICA a introduit des programmes de coopération technique et de subventions pour renforcer les compétences locales. Par exemple, elle a établi des centres de formation professionnelle en Indonésie (Vocational Training Centers) et soutenu des réformes légales, comme la rédaction du Code civil vietnamien en 1996. Elle a également contribué à la simplification des procédures commerciales et d'investissement à l'échelle de l'ASEAN.

Soutien post-conflit et aux crises

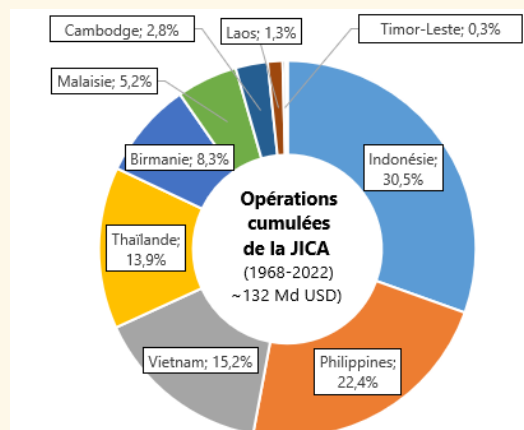
La JICA a aidé à reconstruire des pays après des conflits ou des catastrophes naturelles, notamment au Cambodge (retrait des mines et approvisionnement en eau après 1991), au Timor-Leste (construction d'infrastructures après l'indépendance de 1999) et aux Philippines (programmes de paix à Mindanao depuis 2002). Elle a également réagi à la grande crise financière asiatique de 1997 en accordant des prêts d'urgence pour soutenir des secteurs clés comme la santé publique et en renforçant les filets sociaux pour les populations les plus vulnérables.

Connectivité régionale

La connectivité régionale est devenue un axe stratégique pour la JICA, en cohérence avec le Master Plan on ASEAN Connectivity 2025. Cela inclut le développement d'infrastructures physiques (corridor terrestre entre la mer de Chine méridionale et l'océan Indien) et intangibles (réseaux intelligents, facilitation du commerce). La JICA a aussi renforcé sa réponse aux défis climatiques et sanitaires, comme lors de la pandémie (1,9 Md USD de prêts à taux préférentiels).

Exemple de la coopération dans certains pays

- **Indonésie** : Depuis les années 70, la JICA soutient les infrastructures (ex : métros de Jakarta, barrages) et le développement institutionnel. La JICA est l'un des principaux donateurs avec la BM et la BASD.
- **Philippines** : Partenaire depuis les années 1960, la JICA finance des projets majeurs (ex : métro de Manille), soutient la résilience face aux catastrophes naturelles et contribue à la paix à Mindanao.
- **Vietnam** : Depuis 1992, la JICA accompagne la reconstruction, la transition économique (notamment lors de la mise en œuvre de la politique Doi Moi) et des projets de connectivité régionale autour du Mékong.
- **Thaïlande** : Partenaire depuis plus de 70 ans, la JICA a soutenu le développement industriel et la formation, notamment à Bangkok, ainsi que la reprise du secteur automobile suite à la grande crise financière asiatique de 1997.
- **Malaisie** : Depuis 1956, la JICA soutient le développement humain, en particulier depuis la « Look East Policy » du PM Mahatir en 1981. Elle accompagne désormais le pays dans sa coopération « Sud-Sud ».
- **Laos** : Depuis 1991, la JICA aide à la préparation de la sortie des PMA prévue pour 2026 avec des projets d'infrastructures dans le Mékong.
- **Cambodge** : Présente depuis 1959, la JICA a joué un rôle clé dans la reconstruction post-1991 et soutient aujourd'hui des initiatives telles que les smart cities et la neutralité carbone.



En sus de la JICA et de la KOICA, le Japon comme la Corée du Sud appuient leur action extérieure sur de puissants organismes publics se présentant comme acteurs de la compétitivité à l'export des entreprises nationales :

- **Japan Bank for International Cooperation (JBIC)**, banque gouvernementale qui promeut l'export et les projets stratégiques des entreprises japonaises à l'étranger et le **Nippon Export and Investment Insurance (NEXI)**, assurance export détenue par le gouvernement. Ces deux acteurs jouent le rôle de facilitateurs pour les consortiums privés japonais, aussi appelés « maisons de commerce » ou « **sōgō shōsha** » : **Mitsubishi, Mitsui, Itochu, Sumitomo, Marubeni, Toyota Tsusho, Sojitz.**
- **Export-Import Bank of Korea (KEXIM)**, agence de crédit à l'export et **Korea Trade Promotion Corporation (KOTRA)**, organisme public de promotion du commerce extérieur et des investissements. Il est à noter que les relations entre le gouvernement sud-coréen et les grandes entreprises privées, ou **Chaebol (Samsung, Hyundai, SK, LG)**, se sont forgées pendant la période de l'État développementaliste coréen (1960-1992). Les réseaux d'influence qui en ont résulté ont une incidence forte dans l'élaboration des politiques publiques contemporaines.

Depuis 2023, le Japon a également mis en place une « aide publique à la sécurité » ou Official Security Assistance (OSA), dont les Philippines et la Malaisie ont déjà bénéficié, sur fond de tensions en Mer de Chine méridionale.

Ce nouveau cadre de coopération, dévoilé fin 2022 par le gouvernement japonais dans le cadre de sa nouvelle National Security Strategy vise à financer équipements et infrastructures militaires dans des pays « affinitaires », pour sécuriser son voisinage en Asie-Pacifique et renforcer sa crédibilité⁵². Sur l'année budgétaire 2023/2024, les Philippines auraient ainsi reçu 600 M JPY (4,2 M USD)⁵³ d'aide publique à la sécurité et la Malaisie près de 400 M JPY (2,8 M USD)⁵⁴. Le Vietnam et l'Indonésie devraient être les prochains Etats membres de l'ASEAN bénéficiaires dans le cadre d'une enveloppe de 5 Md JPY (34,1 M USD)⁵⁵. Le gouvernement japonais s'est par ailleurs engagé à faire don de bateaux de patrouille à la police nationale cambodgienne en juillet 2024⁵⁶. Alors que la Corée du Sud est le troisième fournisseur d'armement du Vietnam sur la période 2015-2022, derrière la Russie et Israël⁵⁷, le rehaussement de la relation bilatérale intervenu en décembre 2022 s'est accompagné de déclarations sur l'intensification de la coopération dans les domaines de la sécurité maritime, de la défense nationale et des industries de défense. Dès 2021, les deux pays s'étaient d'ailleurs mis d'accord pour renforcer leur coopération dans le domaine de l'industrie d'armement⁵⁸. Au-delà de l'APD à proprement parler, il convient de souligner, du côté coréen, l'importance stratégique de la zone pour ses exportations de matériel de défense. Selon le SIPRI, la Corée aurait été, sur la période 2019-2023, le premier fournisseur des Philippines et le deuxième pour l'Indonésie et la Thaïlande.

2. Des initiatives régionales dans le développement des infrastructures

Fer de lance de l'APD japonaise, la JICA est un acteur incontournable du développement des infrastructures de transport dans l'ASEAN (cf. Encadré précédent : « JICA : l'Agence japonaise de coopération internationale »). Forte de son expertise ferroviaire, la JICA a par exemple accordé deux prêts totalisant 205,1 Md JPY (1,9 Md USD)⁵⁹ aux autorités thaïlandaises en 2015 et 2016, pour l'extension de la « Red Line » du réseau de transport métropolitain de Bangkok inaugurée en 2021⁶⁰ et pour laquelle le consortium japonais MHSC a fourni le lot électromécanique avec un contrat d'un montant initial de 32,4 Md THB⁶¹ (0,9 Md USD au taux moyen de 2016). De même, en Indonésie, avec un prêt jusqu'à 140,7 M JPY (0,9 M USD) accordé en 2024⁶², pour la phase 1 du projet de ligne est-ouest du transport en commun rapide de la métropole de Jakarta⁶³. Malgré les importantes difficultés rencontrées par les entreprises japonaises sur certains projets d'infrastructures de transport au Vietnam (Hitachi sur la ligne 1 du métro de HCMV), le Vietnam considère le Japon comme un partenaire privilégié sur le projet de ligne de TGV Nord-Sud, sur lequel la Chine souhaite se positionner. Aux Philippines, aussi, l'administration Marcos Jr envisage depuis 2022 de se tourner vers le Japon pour financer des projets ferroviaires majeurs, après que des accords soutenus par la Chine ont échoué en raison d'un manque de financement (trois projets ferroviaires annulés).⁶⁴

Au-delà de la concurrence entre le Japon et la Corée du Sud en matière de développement d'infrastructures dans l'ASEAN, la zone est avant tout le théâtre d'une rivalité sino-japonaise. En 2015, le Japon de Shinzo Abe annonce le Partnership for Quality Infrastructure (PQI), en réponse à la BRI lancée deux ans plus tôt⁶⁵. Pour justifier des services plus onéreux et face aux critiques tant sur la qualité des projets menés par des acteurs chinois que sur le risque de surendettement auxquels certains pays partenaires de la Chine ont été exposés, le Japon mise donc sur : (i) un développement de « qualité » et durable ; (ii) des prêts à long terme à faible taux d'intérêt, généralement d'une durée de 30 ans à 0,25 % par an⁶⁶. La rivalité sino-japonaise s'exprime aussi dans le domaine des banques multilatérales de développement (BMD), depuis le lancement par Pékin en 2016 de la **Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures** (AIIB), à la suite de l'initiative BRI. D'une part, le Japon n'a jamais adhéré à l'AIIB, exprimant des préoccupations liées à la gouvernance de l'institution ; d'autre part, il reste fortement engagé dans la **Banque asiatique de développement** (BASD), créée en 1966, dont le siège est à Manille et où il est l'un des principaux actionnaires aux côtés des États-Unis – son président étant également japonais.

Cette rivalité se manifeste en particulier dans le secteur du transport ferroviaire⁶⁷ en Indonésie et en Thaïlande. Aux enjeux purement économiques communs aux deux États, s'ajoute en effet, du point de vue de Pékin, l'intérêt géostratégique du développement d'un réseau ferroviaire panasiatique ou « Pan-Asia railway » (PAR), comme alternative au détroit de Malacca. De fait, près des deux tiers du commerce maritime de la Chine transitent par cette route, dont 80 % de ses importations de pétrole⁶⁸.

- **La LGV Jakarta-Bandung**, d'une longueur de 142,3 km, remportée par un consortium sino-indonésien proposant un projet initialement moins coûteux (environ 5,3 Md USD), des délais raccourcis et un financement facilité⁶⁹. La ligne n'est entrée en fonctionnement que fin 2023, soit quatre ans après la date anticipée, en raison de retards entraînés notamment par la pandémie de Covid-19 et de conflits pour l'acquisition des terrains nécessaires à sa construction. En outre, ce projet a généré d'importants surcoûts, (1,2 Md à 2 USD supplémentaires) et l'Etat indonésien aurait dû apporter une garantie souveraine et accepté d'étendre la durée de concession de 50 à 80 ans⁷⁰.
- **Lignes à grande vitesse en Thaïlande**, pour un besoin total d'investissement de 1900 Md de THB (55,2 Md USD⁷¹), formulé dans un plan national datant de 2015, avec notamment :
 - **LGV Bangkok-Chiang Mai**, ce contrat pour le développement de 670 km de voies ferrées sur un parcours comprenant 12 gares a été attribué à la JICA, qui finance et sélectionne le bénéficiaire du contrat réalisant le projet, pour un coût initialement estimé à 12,9 Md USD⁷². Ce projet est toutefois actuellement au point mort ;
 - **LGV Sino-Thai**, développée par CRRC dans le cadre de la BRI, et qui reliera Bangkok et Nong Khai. D'un coût total de 11,3 Md USD, le projet est financé par l'Etat via State Railway of Thailand (SRT). Le premier tronçon de 253 km entre Bangkok et Nakhon Ratchasima (5,2 Md USD ; 179,4 Md THB), devrait s'achever en 2028 et permettra de relier les deux villes en 90 minutes, contre 4 heures et demie actuellement. Les travaux du deuxième tronçon, qui permettra l'extension jusqu'à la ville frontalière de Nong Khai (355 km), doivent démarrer en 2025 et s'achever en 2031, pour un montant de 6,1 Md USD (208 Md THB)⁷³. D'un intérêt stratégique pour le commerce chinois dans l'ASEAN, la LGV Sino-Thai, reliera à terme Bangkok à Kunming, capitale de la province chinoise du Yunnan, via le réseau ferré laotien, également développé par la Chine et déjà en service⁷⁴.

Exemples de projets significatifs dans le secteur des LGV (Nikkei Asia)

Projet de réseau ferré reliant Kunming (Chine) à Singapour



Projet de réseau ferré reliant Jakarta à Surabaya (Indonésie)

Indonesia's proposed high-speed railway

— Phase 1 Jakarta-Bandung — Phase 2 Bandung-Surabaya ○ Stations



Mapcreator

SCMP

Projet de LGV reliant Hanoï à Ho Chi Minh Ville (Vietnam)



La Chine demeure, loin devant le Japon, l'acteur principal du développement des infrastructures (de tous types) dans l'ASEAN, alors que les besoins de la zone en la matière sont évalués par la BAD à 210 Md USD par an⁷⁵, soit 5 % de son PIB annuel⁷⁶. Si l'ASEAN est une source non négligeable de débouchés pour canaliser un surplus de capacité industrielle pour la Chine comme pour le Japon, le Lowy Institute estime qu'avec 67 Md USD de promesses d'investissements dans l'ASEAN (selon le dernier rapport de 2024), la Chine surpasse de loin le Japon, avec notamment la participation de Pékin dans 24 des 34 mégaprojets (i.e. d'un coût supérieur à 1 Md USD) actuellement en cours dans la zone⁷⁷. Selon le think-tank australien, cette avance devrait d'ailleurs perdurer malgré le réajustement progressif de la BRI voulu par Xi Jinping, visant à délaissier les mégaprojets au profit de programmes de plus petite envergure.

3. L'ASEAN au cœur des stratégies de coopération et d'influence du Japon et de la Corée

Le pilier de « Co-creation » s'exprime via la coopération entre le Japon et les pays de l'ASEAN pour la promotion de l'intégration régionale. Dans la lignée de cet engagement, le Japan-ASEAN Integration Fund (JAIF) a par exemple contribué à moderniser les systèmes douaniers et à harmoniser les procédures entre pays membres de l'ASEAN⁷⁸. En 2025, l'envoyé spécial du Japon auprès de l'ASEAN, Masahiko Kiya, affirmait que 250 M USD avaient été sécurisés sur les dix prochaines années afin d'intensifier les liens culturels et intellectuels.⁷⁹

Héritière de la New Southern Policy, la Korea-ASEAN Solidarity Initiative (KASI), constitue quant à elle le nouveau pilier de la politique étrangère de la Corée du Sud en ASEAN, et donc le cadre au sein duquel le pays déploie sa coopération avec les pays de la zone (cf. Encadré suivant : « Les initiatives régionales coréennes »).

Dans les domaines de la formation, de l'innovation et de la recherche, le Japon s'est illustré via notamment le Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA), figure de proue du partenariat: «ERIA Digital Innovation and Sustainable Economy Centre (E-DISC)», promouvant commerce et investissements dans l'ASEAN grâce à la digitalisation⁸⁰. En sus de l'ASEAN-ROK 2025 Digital Work Plan⁸¹, l'ASEAN-ROK Science & Technology Cooperation Center promeut déjà la coopération R&D entre instituts de recherche, universités et fondations de Corée et des pays membres de l'ASEAN⁸².

Tokyo se positionne également comme leader dans les initiatives pour le verdissement de l'économie, à l'instar de l'Asia Zero Emission Community (AZEC)⁸³. Adopté en 2022, ce cadre de coopération vise à concilier décarbonation et croissance en Asie via 350 projets identifiés dans divers domaines: les énergies renouvelables (solaire, éolienne et géothermique); l'amélioration de l'efficacité énergétique; l'hydrogène, l'ammoniac, la biomasse et le captage et stockage du dioxyde de carbone (CCS/CCUS), ainsi que la promotion de la finance verte. Dans l'ASEAN, par exemple, ce cadre prévoit la construction d'une usine de production d'hydrogène vert d'une capacité de 8 000 tonnes / an en Malaisie, grâce à un système d'électrolyse de l'eau alcaline de 60 MW. Le projet résulte d'un partenariat entre Asahi Kasei Corporation, JGC et Gentari, une filiale de PETRONAS.

De son côté, Séoul développe deux principaux projets en coopération avec l'ASEAN dans le secteur du développement durable:

- La ASEAN-ROK Cooperation for Methane Mitigation (20 M USD déboursés entre 2024 et 2027), qui constitue un cadre de coopération avec les acteurs du secteur privé de la zone leur proposant des solutions pour réduire leurs émissions de méthane⁸⁴.
- La Clean Air for Sustainable ASEAN (CASA) (11 M USD), projet déployé entre 2022 et 2026 visant à soutenir les États membres de l'ASEAN dans leur lutte contre la pollution de l'air⁸⁵.

La médiation pour le maintien de la paix constitue une autre facette du soft power japonais dans l'ASEAN, à l'instar des négociations de 2011 avec l'Etat philippin et le Moro Islamic Liberation Front (MILF), ayant permis d'aboutir à la signature d'accords de paix entre les deux trois ans plus tard⁸⁶.

L'ASEAN constitue, enfin, un marché clé pour la diffusion des cultures japonaise et coréenne, soutenant la vitalité des flux commerciaux et touristiques bilatéraux. La Corée du Sud y exporte de nombreux produits dérivés de ses industries culturelles et créatives, ainsi que des produits alimentaires et cosmétiques liés à la « K-Beauty ». De même, le Japon promeut ses mangas, sa J-Pop, ses expositions culturelles et sa gastronomie, notamment à travers l'initiative « Cool Japan » lancée en 2012.

Les initiatives régionales coréennes

La New Southern Policy, pilier de la politique étrangère de Moon de 2017 à 2022

La New Southern Policy (NSP) a été lancée en 2017 sous la présidence de Moon Jae-In en Corée du Sud et constituait l'un des piliers de sa politique étrangère. Il s'agissait, en outre, de la première initiative diplomatique unifiée de la Corée visant à renforcer ses relations avec l'Inde et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), élevant les relations bilatérales au même niveau qu'avec les quatre grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Japon, Russie).

Une APD ayant historiquement ciblé le Cambodge, les Philippines et le Vietnam

Parmi les trois piliers de la politique — prospérité (coopération économique), population (coopération socio-culturelle) et paix (coopération politique et stratégique) —, le pilier de la prospérité a reçu le plus d'attention. Dans ce cadre, la Corée a lancé de nouvelles négociations pour des accords de libre-échange et mis en place une stratégie d'APD ciblant six pays partenaires.

Même avant le lancement de la NSP, l'ASEAN figurait déjà parmi les principaux bénéficiaires de l'APD coréenne. Le Cambodge, deuxième destination de l'APD coréenne en 2022 et première dans l'ASEAN, aurait ainsi reçu près de 364 M USD d'APD de la KOICA depuis 1991⁸⁷. L'aide destinée aux pays de l'ASEAN a presque doublé, passant de 235M USD en 2010 à 473 M USD en 2019. La majorité de cette APD est consacrée à des projets d'infrastructure, au développement rural durable, ainsi qu'à des initiatives éducatives et à un nombre croissant de programmes de santé publique.

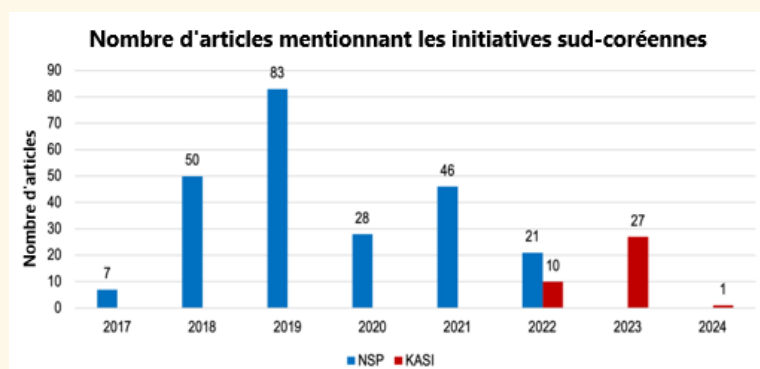
La NSP transformée en initiative de Solidarité Corée-ASEAN en 2022

En 2022, sous la présidence de Yoon Suk Yeol, la New Southern Policy a été rebaptisée et réorientée pour devenir l'Initiative de Solidarité Corée-ASEAN (KASI). Cette nouvelle approche vise à conserver les objectifs fondamentaux de la NSP, tout en y intégrant des dimensions stratégiques et sécuritaires pour mieux s'aligner sur la stratégie indopacifique des États-Unis.

La transition de la NSP vers l'Initiative de Solidarité Corée-ASEAN (KASI) s'inscrit également dans une stratégie plus large de la Corée pour renforcer son rôle dans des initiatives comme la BIMP-EAGA (Brunei-Indonesia-Malaysia-Philippines East ASEAN Growth Area).

Un récent recul de l'attention médiatique

Selon l'institut de recherche singapourien ISEAS, l'attention médiatique envers les initiatives régionales de la Corée du Sud s'est réduite au fil des années. En 2023, le nombre d'articles faisant référence au KASI (27) était inférieur à celui de la couverture de la NSP entre 2018 et 2021, qui avait atteint son apogée avec 83 articles en 2019 – année durant laquelle la Corée avait organisé un sommet commémoratif avec l'ASEAN et le premier sommet ROK-Mékong.



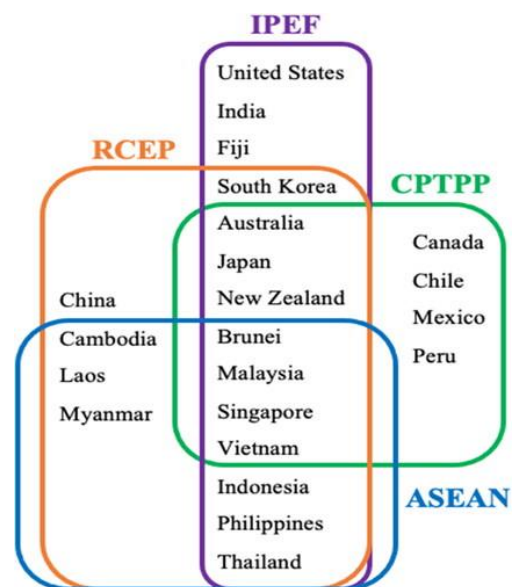
Source : ISEAS, Fulcrum

III. Deux partenaires clés pour l'équilibre stratégique et économique au sein de l'ASEAN+3

1. Un réseau d'accords assurant à la région une relation équilibrée avec l'Asie du Nord Est

Au niveau bilatéral, le Japon et la Corée du Sud ont tous deux conclu des accords de libre-échange (ALE) avec l'ASEAN à la fin des années 2000, libéralisant progressivement les échanges bilatéraux de biens et services et facilitant les investissements. L'Accord de Partenariat Économique Japon-ASEAN (AJCEP), entré en vigueur en 2008, a été enrichi en 2016 pour inclure les services et la mobilité des personnes. En plus de cet accord global, le Japon est également doté de 7 accords commerciaux bilatéraux avec les pays de la zone (Singapour en 2002, Malaisie en 2006, Thaïlande en 2007, puis Philippines, Indonésie, Brunei et Vietnam en 2008-9). De son côté, l'Accord de Libre-Échange ASEAN-Corée (AKFTA), opérationnel depuis 2010, a suivi une trajectoire similaire mais la péninsule n'est dotée que de trois accords bilatéraux avec Singapour (2006), le Vietnam (2015), le Cambodge (2022) ainsi qu'un accord de partenariat économique global avec l'Indonésie depuis 2023. Dans le domaine numérique, des amendements de l'AJCEP sont entrés en vigueur en 2022, incorporant des dispositions liées au commerce électronique tandis que des discussions ont été ouvertes en avril 2023 pour moderniser l'AKFTA et y intégrer également des chapitres liés au e-commerce.

Sur le plan suprarégional, le Partenariat Régional Économique Global (RCEP) de 2022 se distingue par son ampleur, regroupant l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, la Chine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il vise notamment à éliminer les droits de douane sur au moins 90 % des produits échangés, à simplifier les règles d'origine et à réglementer des domaines tels que le commerce électronique, la propriété intellectuelle et la coopération économique. Le RCEP est particulièrement notable pour être le premier ALE incluant à la fois le Japon et la Chine, tout en étant le plus vaste accord commercial jamais signé à ce jour. En parallèle, le CPTPP, entré en vigueur en 2018, inclut quatre pays de l'ASEAN (Vietnam, Malaisie, Singapour et Brunei) ainsi que le Japon. Cet accord, conçu pour libéraliser les échanges et instaurer des normes plus strictes en matière de travail, d'environnement et de gouvernance, a été porté en grande partie par le Japon suite au retrait des États-Unis en 2017.



Au-delà des accords commerciaux, le Japon et la Corée du Sud jouent un rôle central au sein du mécanisme de coopération externe « ASEAN+3 », qui inclut également la Chine et qui pèserait jusqu'à un quart du PIB mondial⁸⁸. Ce cadre, reconnu comme l'un des plus avancés de l'ASEAN en matière de sécurité alimentaire et de stabilité économique, constitue un espace privilégié de dialogue entre les puissances d'Asie du Nord-Est et l'ASEAN. L'ASEAN+3 repose sur une structure incluant un sommet annuel, des réunions ministérielles et des groupes de travail réguliers, le tout guidé par une feuille de route adoptée en 2007 mais actualisée en 2023, mettant l'accent sur le développement économique et la résilience régionale. Parmi ses principales réalisations figurent l'Initiative de Chiang Mai, lancée en 2000 à la suite de la crise financière asiatique de 1997-1998, qui offre un mécanisme de swap monétaire avec l'ASEAN pour prévenir les crises de liquidités, et la création de l'Office de Recherche Macroéconomique ASEAN+3 (AMRO), basé à Singapour, chargé de surveiller les tendances macroéconomiques et financières et d'anticiper les risques.

Parmi les trois puissances d'Asie du Nord-Est, la relation privilégiée de la Chine avec l'ASEAN mérite une attention particulière. Ce lien, illustré par un partenariat stratégique global établi dès 2021, va au-delà des aspects économiques pour intégrer des dimensions sécuritaires. En comparaison, les partenariats stratégiques globaux du Japon et de la Corée du Sud ont été formalisés respectivement en 2023 et 2024 :

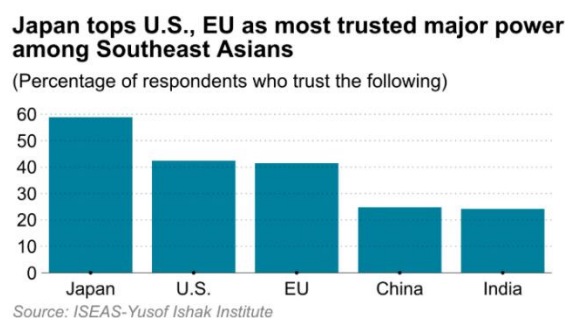
- En décembre 2023, à la suite de l'**ASEAN-Japan Comprehensive Economic Partnership (AJCEP)** signé le 6 septembre 2023, un sommet spécial Japon-ASEAN a marqué les 50 ans de relations diplomatiques entre les deux parties. À cette occasion, une vision conjointe a été adoptée, reposant sur trois piliers principaux : i) les échanges entre les peuples ; ii) la « co-création » de l'économie et de la société ; ainsi que iii) la paix et la stabilité. Le deuxième pilier réaffirme une volonté de relation « d'égal à égal », qui devrait orienter les relations économiques pour les prochaines années. Plusieurs initiatives ont vu le jour la même année, couvrant à la fois le domaine économique (Sommet ASEAN-Japan Young and Generation Z Business Leaders, AZEC, E-DISC, feuille de route sur l'intelligence artificielle...) et le secteur financier (mise en place d'une facilité de prêt d'urgence : « Emergency Loan Facility »).
- Environ un an plus tard, la Corée du Sud a conclu son partenariat stratégique global (**ASEAN-ROK Comprehensive Strategic Partnership**) le 10 octobre 2024, lors du Sommet ASEAN-ROK à Vientiane, marquant 35 ans de relations de dialogue. À l'image du partenariat japonais, celui-ci repose sur trois principes fondamentaux, chacun reflétant un domaine de coopération : i) promouvoir la paix et la sécurité pour tous ; ii) construire un avenir plus intelligent, durable, résilient et connecté ; et iii) créer une plateforme socio-culturelle pour les jeunes et les générations futures. Selon le think-tank coréen Asian Institute for Policy Studies⁸⁹, la prochaine

étape sera probablement l'élaboration d'un plan d'action pour mettre en œuvre ce partenariat stratégique global. Ce plan devra renforcer la confiance des pays d'Asie du Sud-Est dans l'engagement de la Corée envers l'ASEAN, en dissipant les inquiétudes selon lesquelles l'intérêt coréen pour l'ASEAN aurait diminué. En outre, le plan d'action devra démontrer que la coopération avec l'ASEAN reste une priorité pour la Corée, quels que soient les changements politiques.

2. Une perception favorable du Japon et de la Corée

Si la Chine est perçue comme la 1^{ère} puissance économique de la région par les habitants de l'ASEAN, le Japon est considéré comme la puissance la plus fiable. C'est ce que révèle l'enquête State of Southeast Asia 2024 (cf. Graphique 9), de l'institut ISEAS à Singapour, sur un échantillon représentatif d'environ 2 000 personnes. Cette perception favorable du Japon s'explique par : i) un engagement économique historique, illustré par ses investissements dans les infrastructures régionales et une aide au développement substantielle (cf. parties précédentes) ; ii) une stabilité diplomatique combinée à une position équilibrée, le Japon évitant de s'aligner explicitement sur les tensions entre les États-Unis et la Chine ; ainsi que iii) son activisme dans l'Indopacifique, notamment à travers son initiative pour un espace « libre et ouvert », défendant des principes de coopération multilatérale et de respect du droit international. En outre, le Japon bénéficie d'un soft power positif, porté par sa technologie, sa cuisine et sa culture, illustré par son 8^e rang au Global Soft Power Index (vs 19^e pour la Corée).

Graphique 9 - Puissances les plus fiables du point de vue de l'ASEAN
(Nikkei Asia, ISEAS)



De son côté, la Corée est également perçue comme un partenaire fiable, bien que dans une moindre mesure que le Japon, l'UE ou les États-Unis. Selon certains analystes⁹⁰, l'absence d'hégémonie coréenne historique sur la région serait un atout pour renforcer son rôle au-delà de celui d'un partenaire alternatif. Sur le plan économique, par exemple, l'avance des entreprises coréennes en matière de semi-conducteurs est convoitée du fait du potentiel de transferts de savoir-faire et/ou technologies pour élever le capital humain de la région. Sur le plan sécuritaire, il pourrait également s'avérer un partenaire utile pour la résolution de conflits. Au Vietnam, où les conglomérats dominent l'économie, les « chaebols » constituent pour les autorités un modèle d'efficacité à émuler.

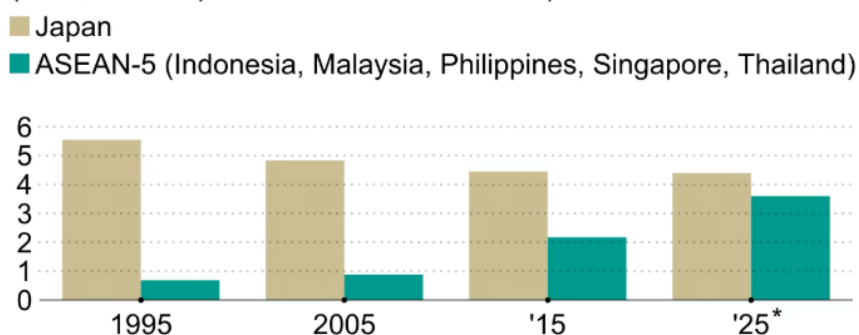
3. Des perspectives positives de coopération dans certains secteurs de pointe mais une concurrence accrue de la Chine

Le développement de l'ASEAN, dont le PIB se rapproche désormais de celui du Japon (cf. Graphique 10) et de l'Inde, impose de repenser la nature de la coopération économique avec l'Asie du Nord Est. Selon le FMI⁹¹, le PIB des cinq grandes économies de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) atteindra ~3 600 Md USD en 2025, contre ~4 390 Md USD pour le Japon, alors qu'il y a trente ans, le PIB japonais était huit fois supérieur à celui de l'ASEAN-5. En termes de PIB par habitant, le Japon domine encore avec 33 900 USD en 2023, de même que la Corée, avec un PIB par habitant de 35 560 USD, contre autour de 6 140 USD seulement en Asie du Sud-Est. D'après un article d'analyse du Nikkei⁹², cette dynamique pourrait inciter les puissances d'Asie du Nord-Est, notamment le Japon, à traiter les économies sud-est asiatiques comme des partenaires de plus en plus égaux, en misant sur des collaborations dans des secteurs stratégiques : par exemple, en Malaisie, sur le gaz naturel liquéfié (approvisionnement), les semi-conducteurs (sous-traitance), et la transition écologique (ENR, CCS) et en Indonésie, sur la sécurité alimentaire, en écho aux promesses du président élu Prabowo, ainsi que sur les matières premières critiques⁹³. Le premier déplacement à l'étranger du Premier ministre japonais Ishida (entré en fonction en octobre 2024) dans l'ASEAN (Malaisie, Indonésie) illustre d'ailleurs l'importance de la région, avec notamment 815 M USD d'investissements promis à Prabowo⁹⁴. Enfin, une coopération avec le Vietnam dans l'exploration, l'extraction et le traitement de terres rares est depuis plusieurs années envisagée, le Japon étant le deuxième consommateur mondial⁹⁵. Côté coréen, la possibilité d'une élection présidentielle anticipée suite au mandat d'arrêt contre le Président Yoon pourrait en revanche ralentir l'essor de la coopération. Le Vietnam est également ciblé par les deux pays comme un partenaire privilégié dans la région pour la sécurisation d'approvisionnements en minerais stratégiques. Hitachi est ainsi présent au capital de Masan High Tech Group (tungstène), tandis que des transferts de technologies vers le Vietnam sont consentis par les deux pays dans le domaine des terres rares.

Graphique 10 – Comparaison ASEAN/Japon (Nikkei Asia, FMI)

ASEAN catching up with Japan in economic size

(GDP, current prices, in trillions of dollars)

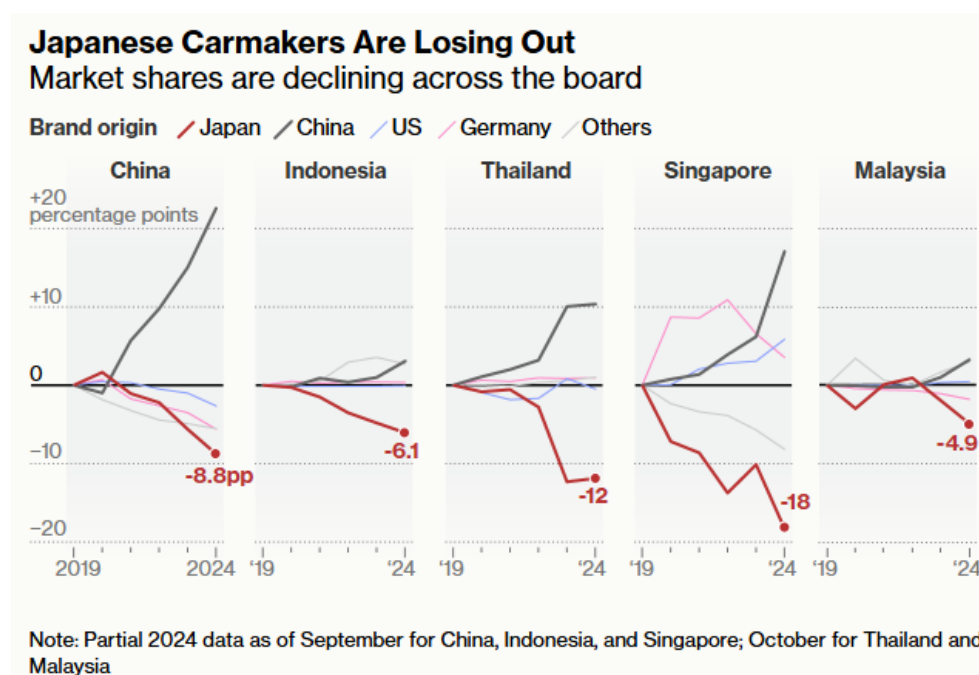


*Projections

Source: International Monetary Fund

La montée en puissance de l'ASEAN s'accompagne de la concurrence accrue de la Chine, qui redessine le paysage industriel régional (cf. Graphique 10). Dans le secteur automobile thaïlandais, notamment, des acteurs chinois comme BYD bousculent la domination japonaise grâce à des investissements massifs dans les véhicules électriques. Cette tendance s'étend aux infrastructures, obligeant le Japon à se recentrer sur des secteurs niches à fort potentiel (transformation numérique, transition...). Par ailleurs, l'ASEAN reste attachée à une neutralité géopolitique, peu favorable au découplage sino-américain, en raison de sa dépendance économique à la Chine. En 2022, le commerce ASEAN-Chine représentait 23 % du total, avec 20 % des exportations (contre 34 % pour le Japon, les États-Unis et l'UE combinés) et 27 % des importations (19 %), reflétant un modèle où l'assemblage se fait en Chine et dans l'ASEAN pour des exportations vers les marchés développés (source : JRI Research Journal, avril 2023). Entre 2018 et 2021, les IDE chinois dans l'ASEAN ont par ailleurs doublé et, contrairement aux IDE américains qui sont centrés sur des sites existants, ces derniers ciblent de nouvelles industries, comme les véhicules électriques. Face à cette dynamique, le Japon devrait, d'après certains économistes japonais⁹⁶, accroître ses subventions pour l'implantation d'entreprises nippones dans l'ASEAN (527 Md JPY soit 3,3 Md USD déployés entre 2020 et 2022) ; et surtout investir dans des technologies de rupture. Les besoins en infrastructures de l'ASEAN excèdent de loin l'APD japonaise et coréenne, ce qui bénéficie notamment à la Chine, tandis que le ralentissement structurel du Japon et de la Corée limite également leur capacité à s'étendre.

Graphique 10 – Parts de marché japonaise et chinoise dans le secteur automobile (Bloomberg)



La présence japonaise en Thaïlande

Une migration japonaise historique

Selon le ministère des Affaires étrangères japonais (MoFA), la Thaïlande héberge en 2023 la 5^{ème} plus grande diaspora japonaise au monde, derrière les États-Unis, la Chine, l'Australie et le Canada. Bangkok concentre l'une des plus importantes communautés japonaises dans une ville.

Une relation économique privilégiée

Malgré l'occupation par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations entre les deux pays sont restées amicales. Dès les années 1960, le Japon a en effet contribué activement au développement économique du royaume.

Selon le think-tank Lowy Institute, le Japon était, en 2022, le principal partenaire bilatéral de développement de la Thaïlande. Ce soutien se traduit par un financement entièrement concessionnel, principalement sous forme de prêts. Parmi les projets emblématiques figure le système de transport en commun (MTSP) de Bangkok.

Actuellement, plus de 5 800 sociétés japonaises sont implantées en Thaïlande. Le Japon est son 2^e partenaire commercial (2^e fournisseur, 3^e client), avec un déficit commercial de 6,8 Md USD. Entre 2015 et 2022, il était également la première source d'IDE. Cependant, en 2023, l'archipel est tombé à la 4^e place des IDE entrants, derrière la Chine, Singapour et les États-Unis.

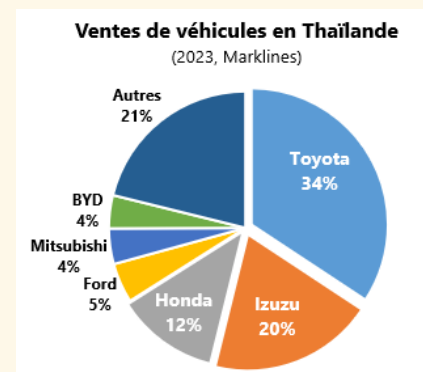
Développement d'une filière de l'automobile (~10 % du PIB thaïlandais)

Historiquement, le secteur automobile est un pilier important de la relation bilatérale, porté par les initiatives du MITI (aujourd'hui METI) et les grands constructeurs japonais dès les années 1980. Les fabricants japonais ont construit de nombreuses usines d'assemblage en Thaïlande, attirant également leurs fournisseurs et équipementiers pour développer une chaîne d'approvisionnement locale. Initialement concentrés autour de Bangkok, l'essor de la demande dans les années 1990 a poussé le cluster manufacturier vers la côte Est, une région désormais favorisée par le gouvernement grâce à des incitations fiscales et des infrastructures adaptées.

En 2023, trois acteurs japonais représentent près des deux tiers des ventes de véhicules en Thaïlande :

- **Toyota** : Présent depuis 1962, Toyota a inauguré en 1968 sa première usine hors du Japon pour assembler le modèle Corolla. Au fil des années, Toyota a diversifié sa gamme, allant des citadines aux SUV.
- **Honda** : Honda dispose d'usines produisant divers modèles destinés au marché local et à l'exportation. Cependant, face à la concurrence chinoise et la transition vers les véhicules électriques, Honda a annoncé en juillet 2024 la fermeture de son usine d'Ayutthaya d'ici 2025, consolidant ses activités dans son site de Prachinburi.
- **Isuzu** : Présent depuis 1966, Isuzu est un acteur dominant du marché des véhicules utilitaires légers. En 2002, l'entreprise a transféré sa principale base de production de Fujisawa, au Japon, vers la Thaïlande, marquant l'importance du pays dans ses opérations.

La domination des constructeurs japonais pourrait être mise à mal à moyen ou long terme par des marques chinoises de véhicules électriques (EVs) comme BYD, qui investissent massivement en Thaïlande.



Notes de fin

¹ Calculs du SER de Singapour sur la base des données de ASEAN Stats au 15/1/25 - non disponibles pour le Vietnam et le Laos. Les États-Unis devançant probablement le Japon en 2023 d'après les données préliminaires, avec un stock d'IDE évalué à 670 Md USD, contre 576 Md USD côté japonais. La 2nde position du Japon est corroborée par d'autres analyses : [Banque de France - Foreign direct investment flows in South-East Asia \(May 23\)](#) (Geographical origin of stock of foreign direct investment in ASEAN countries in 2020) ainsi que les données nationales (stock d'IDE japonais de 289 Md USD selon [JETRO](#) et stock d'IDE américains de 360 Md USD selon l'[USTR](#)).

² Ces données, issues du Secrétariat de l'ASEAN (ASEAN Stats), doivent toutefois être nuancées en raison de l'absence de données pour certains pays et de divergences avec les statistiques nationales. Par exemple, les autorités américaines (USTR) avancent un chiffre plus bas de 360 Md USD pour 2022, ce qui peut s'expliquer par des différences méthodologiques ou la confidentialité de certains investissements.

³ [Japan net external assets hit record high in 2023, remains world's top creditor | Reuters](#)

⁴ [Japan Has Over 15,000 Businesses Operating in ASEAN ; PISM](#)

⁵ [Singapore loses shine as Southeast Asia base for multinationals - Nikkei Asia](#)

⁶ [A Comparative Analysis on Japan and China's FDI \(2019\)](#) "In the late 1980s, Japanese companies did not focus on the demand of ASEAN domestic market, but only considered ASEAN as a processing and re-export base for European and American markets. [...] In the context of increasing potential of consumption capacity, Japanese investments of the wholesale and retail industry demonstrated a continuous rise in Thailand, Indonesia, Vietnam"

⁷ [Samsung invested additional \\$1.2bln in Vietnam in 2023 \(janvier 2024\)](#) et [Samsung Display's investment the biggest FDI project licensed in Vietnam in 2024 \(janvier 2025\)](#)

⁸ [Hana Micron Vina launches pioneering semiconductor factory in northern Vietnam \(septembre 2023\)](#)

⁹ [Amkor unveils \\$1.6bn Vietnam chip factory for packaging, assembly \(octobre 2023\)](#)

¹⁰ [Indonesia launches first EV battery plant in Southeast Asia \(juillet 2024\)](#) ; [Hyundai Invests US\\$1.5 Bln to Build 2 Battery Factories \(juillet 2023\)](#)

¹¹ [Singlife becomes fully owned subsidiary of Sumitomo Life \(mars 2024\)](#)

¹² [New Hyundai Motor Group Innovation Center Singapore Set to Transform Production, R&D \(novembre 2023\)](#) ; [Kajima Corporation launches regional headquarters and R&D innovation hub in Singapore \(août 2023\)](#) ; [LG launches new R&D subsidiary in Indonesia \(juin 2023\)](#)

¹³ [Survey on Business Conditions of Japanese-Affiliated Companies Overseas \(décembre 2024\)](#)

¹⁴ Données TradeMaps

¹⁵ Données TradeMaps et [ASEAN Stats \(Key Figures 2024\)](#)

¹⁶ [GVC Reconfiguration: Risks and Opportunities for ASEAN Members - GVC Reconfiguration](#) "The US, China, and Japan are the top-3 players in ASEAN's upstream and downstream GVCs [...] The US is listed as the top-ranked supplier (30 per cent of 332 key sectors), followed by China (26 per cent) and Japan (11 per cent). [...] Both China and US are listed as the top-ranked buyer (27 per cent of 328 key sectors), followed by Japan (9 per cent)."

¹⁷ [WTO-OECD Balanced Trade in Services Dataset](#)

¹⁸ [Number of Japanese Living Abroad Drops for Fourth Consecutive Year \(février 2024\)](#) ; [MOFA - Survey statistics on Japanese people living overseas \(mars 2024\)](#)

¹⁹ À noter qu'à l'échelle mondiale, la diaspora japonaise suit une tendance à la baisse, avec un recul de 1,1 % en 2023, marquant la quatrième année consécutive de déclin depuis 2019, en lien, probablement, avec les effets de la pandémie, la dépréciation du yen et une volonté de remplacer les expatriés par des locaux afin d'abaisser les coûts.

²⁰ [L'Agence des Coréens de l'étranger \(OKA\)](#) distingue les Coréens résidant à l'étranger ayant une nationalité étrangère (4,6 millions de personnes) ainsi que les citoyens coréens résidant à l'étranger (2,5 millions). Ces deux catégories ensemble représenteraient plus de 7,3 millions de personnes.

²¹ [Vietnam's booming Korea Towns nurture niche businesses - Nikkei Asia](#)

²² [ISEAS - A Rising China Affects Ethnic Identities in Southeast Asia \(juin 2021\)](#) ; [Overseas Chinese - Wikipedia](#)

²³ [\(PDF\) Product and Market Development Potential of Samsung in Vietnam](#)

²⁴ [\(PDF\) Product and Market Development Potential of Samsung in Vietnam](#)

²⁵ [Samsung in Vietnam: FDI, Business-Government Relations, Industrial Parks, and Skills Shortages | The Economic and Labour Relations Review | Cambridge Core](#)

²⁶ [Samsung's US\\$1.8bn Investment into Vietnam OLED Manufacturing Plant](#)

²⁷ [Samsung to invest US\\$1 billion annually in Vietnam](#)

²⁸ [Samsung's US\\$1.8bn Investment into Vietnam OLED Manufacturing Plant](#)

²⁹ [Samsung plans to invest \\$1.8 bln more in Vietnam for OLED manufacturing | Reuters](#)

³⁰ Voir : " [The effective investment Samsung has made in Vietnam - Viettonkin](#) », Truong Lang, octobre 2022.

³¹ [The effective investment Samsung has made in Vietnam - Viettonkin](#)

³² [Main commitments](#)

³³ [L'engagement inébranlable du Japon en faveur du développement et de l'avenir : 70 ans d'APD Japonaise - JICA](#)

³⁴ [8. History of Japan's Assistance to Developing Countries \(1945-1999\) | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#)

³⁵ Voir : [dcr-2001-8-en.pdf](#), page 174.

³⁶ Voir : ["Korea's ODA | Overview Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea"](#), Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea.

³⁷ Barjot, D. (2014). Le « miracle » économique coréen (1953-2013) Réalités et limites. Outre-Terre, N° 39(2), 37-65. <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-2-page-37?lang=fr>.

³⁸ [OECD Development Co-operation Peer Reviews: Korea 2024 | OECD](#)

³⁹ L'équivalent-don de l'APD est une mesure de l'effort du donneur, prenant en compte tous les apports de ressources fournis aux pays et territoires éligibles à l'APD selon les critères du DAC. Voir : [Aide publique au développement : définition et champ couvert](#), OCDE, 2024.

⁴⁰ Voir : « [Aide publique au développement \(APD\)](#) », OCDE, 2024.

⁴¹ Données préliminaires de l'OCDE pour la Corée du Sud.

⁴² [Official development assistance \(ODA\) | OECD](#), OCDE, 2024.

⁴³ [Rightsizing Japan's Economic Influence in Southeast Asia | FULCRUM](#) "Japan remained the single largest provider of Official Development Assistance (ODA) to the region between 2015 to 2021. Cumulatively, Tokyo accounted for 31.4 per cent of ODA disbursed in the region in that period, holding a commanding lead over the next largest provider, the World Bank (8.7 per cent)."

⁴⁴ [Bangkok Post - End Japan's loans to Myanmar's Tatmadaw](#)

⁴⁵ [Development finance statistics: Data on flows to developing countries | OECD](#) (Tying status of ODA, by DAC country, share of bilateral ODA)

⁴⁶ « Le Gouvernement (du Japon, ndlr), promouvra la coopération au développement à travers des partenariats public-privé et des partenariats avec les collectivités locales, en recourant aux ressources du secteur privé et des collectivités locales et en promouvant une croissance tirée par le secteur privé, afin de soutenir de façon plus vigoureuse et plus efficace le développement économique des pays en développement et de permettre à ce développement d'induire une croissance robuste de l'économie japonaise. En particulier, les partenariats avec les entreprises japonaises, les petites et moyennes entreprises (PME) incluses. », [Décision du Conseil des ministres sur la Charte de la coopération au développement](#), Ministry of Foreign Affairs of Japan, février 2015.

⁴⁷ Pour près de 70 % en 2017, contre moins de 30 % en 2014, selon les informations du SER de Tokyo.

⁴⁸ Voir : ["Creating a win-win South Korean ODA agenda | East Asia Forum"](#), East Asia Forum, juillet 2022.

⁴⁹ Selon les termes de Minho Cho, directeur adjoint du gouvernement pour l'aide publique au développement, en poste en janvier 2014. Cf. ["South Korea increases ODA, pushes for 'win-win' foreign aid policy | Devex"](#), Devex, janvier 2014.

⁵⁰ « We will join the OECD's DAC in the near future as part of our commitment to advancing our foreign aid programs. In addition, we hope to harness our foreign aid program to strengthen economic cooperation with developing countries in a way that augments opportunities for Korean companies and for accessing energy and natural resources. », Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea, cité dans : "Watson, Iain. (2011). Global Korea: Foreign Aid and National Interests in An Age of Globalization. Contemporary Politics. 17. 53-69. [10.1080/13569775.2011.552688](https://doi.org/10.1080/13569775.2011.552688) ».

⁵¹ Voir page 63 du rapport : « [OECD Development Co-operation Peer Reviews KOREA 2024](#) », 2024.

⁵² ["Brève stratégique n°60 - 2023 - Pourquoi le Japon crée-t-il une aide publique à la sécurité \(OSA\) ?"](#), IRSEM, juin 2023 ; et [Japan's shifting foreign-assistance schemes](#), IISS, juin 2024.

⁵³ [Signing and Exchange of Notes for Official Security Assistance \(OSA\) to the Republic of the Philippines | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#), Ministry of Foreign Affairs of Japan, novembre 2023. Données converties en USD au taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 141,4 JPY (taux de fin de mois moyen en 2023).

⁵⁴ [Signing and Exchanging of Notes for Official Security Assistance \(OSA\) to Malaysia | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#), Ministry of Foreign Affairs of Japan, décembre 2023. Données converties en USD au taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 141,4 JPY (taux de fin de mois moyen en 2023).

⁵⁵ ["Japan eyes 6 nations to receive security aid in fiscal 2024 | The Asahi Shimbun: Breaking News, Japan News and Analysis](#), The Asahi Shimbun, août 2023. À noter : selon le taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 141,4 JPY (taux de fin de mois moyen en 2023), le montant serait de 35,3 M USD.

⁵⁶ Voir : ["Japan to supply patrol boats - Khmer Times"](#), Khmer Times, juillet 2024.

⁵⁷ [On screen output \(sipri.org\)](#)

⁵⁸ [S. Korea, Vietnam vow to boost defense ties during vice-ministerial talks | Yonhap News Agency \(yna.co.kr\)](#)

⁵⁹ Données converties en USD au taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 109,16 JPY (taux de fin de mois moyen en 2016).

⁶⁰ [Signing of Japanese ODA Loan Agreement with the Kingdom of Thailand: Alleviating traffic congestion in Bangkok and reducing the environmental burden](#), JICA, octobre 2016.

⁶¹ Contract Award for Thailand Red Line Construction Project | Sumitomo Corporation Thailand Ltd., 2016

⁶² Données converties en USD au taux de change de CEIC : 1 USD = 151,9 JPY (taux de fin de mois moyen en 2024).

-
- ⁶³ Voir " [Loan agreement signing for the Jakarta MRT East-West Line Project | Where We Work - JICA](#)", JICA, mai 2024.
- ⁶⁴ [Marcos gov't told to turn to Japan for infra funding - BusinessWorld Online](#)
- ⁶⁵ [Announcement of the Follow-up Measures of "Partnership for Quality Infrastructure" | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#), Ministry of Foreign Affairs of Japan, décembre 2015.
- ⁶⁶ Voir : « [Japan pushes 'quality over quantity' aid to counter China's financial muscle in Asean | South China Morning Post](#) », South China Morning Post, septembre 2016.
- ⁶⁷ 'high-speed rail is the main arena of direct competition between Japan and China' ". "Mardell, J. 2017. One Belt, One Road, and One Big Competition. Retrieved March 1, 2021, from [One Belt, One Road, and One Big Competition – The Diplomat](#) ".
- ⁶⁸ [The Strait of Malacca's Global Supply Chain Implications](#), ISM, novembre 2023.
- ⁶⁹ Wei, Dehua & Tang, Zhanfeng. (2024). The Dual Impact of Japan's Infrastructure Diplomacy in Southeast Asia. International Journal of Global Economics and Management. 3. 400-405. 10.62051/IJGEM.v3n1.49.
- ⁷⁰ " [Jakarta to Bandung in one hour: Indonesia's new high-speed train completes first trial run | The Straits Times](#), The Straits Times, novembre 2024.
- ⁷¹ Données converties en USD au taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 34,39 THB (taux de fin de mois moyen en 2015).
- ⁷² " [Bangkok – Chiang Mai High-Speed Railway](#), Future Southeast Asia, mars 2023.
- ⁷³ " [Bangkok Post - Sino-Thai rail link set for 2-year, B4bn delay](#), Bangkok Post, février 2024. Données converties en USD au taux de change fourni par CEIC : 1 USD = 35,22 THB (taux de fin de mois moyen en 2024). o BOI : The Board of Investment of Thailand; https://www.nesdc.go.th/ewt_dl_link.php?nid=15760&filename=invest_se
- ⁷⁴ " [Accelerating Connectivity: The Thailand-China Railway Project](#), ASEAN Briefing, juin 2024.
- ⁷⁵ " [ADB Southeast Asia Green Finance Hub: Catalyzing Green and Innovative Finance | Asian Development Bank](#), BAsD, juillet 2023.
- ⁷⁶ " [Infrastructure Development in Asia: 12 Things to Know | Asian Development Bank](#), BAsD, mai 2017.
- ⁷⁷ " [Lowy Institute Southeast Asia Aid Map - 2024 Key Findings Report.pdf](#)", Lowy Institute, 2024.
- ⁷⁸ " [Overview | Japan-ASEAN Integration Fund](#), JAIF, 2025.
- ⁷⁹ [Japan doubles funds for cultural exchange with ASEAN in push to deepen ties](#)
- ⁸⁰ " [Building a Sustainable Digital Economy: ERIA's E-DISC Initiatives for ASEAN-Japan Collaboration](#), ERIA, décembre 2023.
- ⁸¹ Voir : " [Secretary-General of ASEAN attends the 4th ADGMIN + ROK Meeting - ASEAN Main Portal](#) », ASEAN Secretariat, janvier 2025.
- ⁸² Voir : " [About AKSTCC](#) ", ASEAN-ROK S&T Cooperation Center, 2025.
- ⁸³ " [The Asia Zero Emission Community \(AZEC\) Concept: Promoting Decarbonization in Asia Efforts Being Advanced by Japanese Companies](#), METI, juin 2024.
- ⁸⁴ Voir : " [\[Project\] ASEAN - Korea Cooperation on methane Mitigation | AKCF - ASEAN Korea Cooperation Fund](#) », ASEAN-Korea Cooperation Fund, septembre 2024.
- ⁸⁵ Voir : " [\[Project\] Clean Air for Sustainable ASEAN \(CASA\) | AKCF - ASEAN Korea Cooperation Fund](#) », ASEAN-Korea Cooperation Fund, janvier 2023.
- ⁸⁶ " [hlj_202311_10-13_japans-international-cooperation-for-asean-past-and-future.pdf](#), Highlighting Japan, novembre 2023.
- ⁸⁷ " La Corée, un acteur à l'influence croissante, Service économique de Phnom Penh, août 2024.
- ⁸⁸ "The total GDP of Japan, China, the ROK and ASEAN accounts for more than 25% of the world's total GDP, indicating that there is great potential for ASEAN+3 cooperation." [The 27th ASEAN Plus Three \(Japan-China-Republic of Korea\) Summit | Ministry of Foreign Affairs of Japan](#) (octobre 2024).
- ⁸⁹ [ASEAN-Korea Comprehensive Strategic Partnership: Background, Meaning and the Way ForwardThe Asan Institute for Policy Studies | The Asan Institute for Policy Studies](#)
- ⁹⁰ " [ASEAN and RoK : More Than Just Alternative Partnership](#)" (Universitas Indonesia, mars 2024)
- ⁹¹ World Economic Outlook d'octobre 2024
- ⁹² [Japan's role in ASEAN tested as Ishiba seeks stronger ties - Nikkei Asia](#)
- ⁹³ [Indonesia-Japan explore cooperation in critical minerals for EV ecosystem development | Indonesia Business Post](#)
- ⁹⁴ [Japan announces Indonesian projects worth \\$815 mln](#)
- ⁹⁵ [Japan, Vietnam eye cooperation in rare earth production - The Saigon Times](#)
- ⁹⁶ JRI Research Journal (avril 2023) - ASEAN is reluctant to join the U.S.-led decoupling strategy